



La fin des territoires de l'aluminium

Cécile Combal

► To cite this version:

Cécile Combal. La fin des territoires de l'aluminium. La désindustrialisation : une fatalité?, Jun 2014, Creusot, France. halshs-01188868

HAL Id: halshs-01188868

<https://shs.hal.science/halshs-01188868>

Submitted on 2 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les problématiques liées à l'arrêt de sites productifs se posent de manière récurrente depuis maintenant plusieurs décennies. A défaut d'avoir permis l'émergence de nouvelles politiques industrielles à l'échelle nationale, cette longue durée offre la possibilité de revisiter l'impact des désindustrialisations à l'échelle locale. Les bassins d'activités touchés, entraînés dans un premier temps dans le cercle vicieux de la désertification économique et démographique, ont empruntés au fil des années des parcours d'une grande diversité. Les reconversions, subies ou choisies, renvoient à un large panel d'activités économiques qui reconfigurent de manière parfois très différentes les anciens sites productifs. Cette variabilité souligne ici le caractère territorialisé d'une désindustrialisation et questionne sur l'origine et la singularité de ces nouvelles dynamiques locales. L'étude comparative de territoires de l'aluminium offre, dans ce cadre, des perspectives intéressantes. Leur caractéristique montagnarde, comme le rappelle plusieurs travaux, est synonyme d'hétérogénéité des territoires. Avec l'arrivée de l'aluminium dans les Alpes à la fin du XIXe, les lieux accueillant cette industrie se voient tous appliqués la même politique sociale d'entreprise. Peu à peu, Péchiney homogénéise les différentes sociétés alumières. Les particularismes locaux, loin de disparaître au cours de cette période s'adaptent et se reconfigurent au contact de l'usine. Avec la vague de désindustrialisation des années 1980-90, l'organisation économique et sociale locale développée au cours des décennies précédentes s'effondre. Les anciens sites Péchiney s'orientent peu à peu vers des trajectoires variées comme l'illustre le cas de Livet-et-Gavet en Isère (Usine de Riouéproux) et celui de l'Argentière-La Bessée dans les Hautes-Alpes (Usine de l'Argentière). Le premier est toujours un territoire industriel. Bien qu'il bénéficie de son fort potentiel hydroélectrique et connaisse aujourd'hui un grand chantier de modernisation de ces centrales, sa démographie et son économie n'ont pas retrouvé le dynamisme des années d'après-guerre. Le second a un parcours différent et pour le moins atypique. Il s'est reconverti par le patrimoine industriel et le sport dans le tourisme culturel et de nature. La commune a ainsi réussi à relancer l'activité économique locale et est redevenue attractive. Nous allons tenter au travers d'une brève analyse comparative de ces deux cas d'appréhender certains des mécanismes particularisants à l'oeuvre à l'Argentière-La Bessée et à Livet-et-Gavet depuis le départ de l'usine. La réflexion s'appuiera sur les dernières statistiques publiques de l'INSEE par commune et sur des éléments de contexte historique et géographique spécifiques à chacun des deux territoires.

I. L'année 2009, un point de départ pour une comparaison:

La fermeture de Rioupéroux et de l'Argentière à la fin des années 1980 induit, de fait, la disparition d'une activité d'importance à l'échelle communale et enclenche la nécessaire réorganisation des structures économiques locales. Les statistiques de l'INSEE permettent de constater la diversification à l'oeuvre lors de ces réorganisations. Notons d'emblée une limite au site de Livet-et-Gavet : les données fournies sont incomplètes et imposent un choix restreint d'indicateurs.

La comparaison des deux sociétés étudiées s'appuie sur une lecture de leurs situations actuelles respectives. Une « photo comparative » permet de se centrer sur ce qui fit la base de la « société Péchiney » par le passé : l'offre d'emplois salariés sur le territoire communal. On constate que la structure de répartition de ces emplois au 31 décembre 2010 renvoie pour chacune des deux communes à un modèle économique distinct (conf. annexe 1). La masse salariale travaillant à l'Argentière-La Bessée se répartie de manière égale, à 10 points près, entre quatre secteurs : l'industrie qui compte le moins d'emplois, puis la construction, les services et le commerce, et enfin les administrations publiques. Le modèle argentiérois apparaît ici clairement comme celui d'une économie locale « diversifiée ». Dans le cas de Livet-et-Gavet, les emplois industriels représentent près de 70% de l'offre d'emplois salariés, l'administration publique venant ensuite avec 20%, la construction ainsi que les services et le commerce représentant moins de 10%. Enfin, il n'y a pas, comme à l'Argentière-La Bessée, d'effectif salariés dans l'agriculture. En matière de masse salariale, Livet-et-Gavet présente donc un profil d'économie « spécialisé » dans l'industrie.

Si on observe ces deux communes par l'entrée démographique (conf. annexe 2), on constate qu'en 2009, Livet-et-Gavet compte deux fois moins d'habitants que l'Argentière-La Bessée. Pourtant, elles connaissaient globalement toutes les deux les mêmes effectifs de population en 1968. En quarante ans, Livet-et-Gavet a connu un net déclin, perdant près de la moitié de sa population, alors qu'à l'Argentière-La Bessée, le nombre d'habitants est relativement similaire. Ce chiffre impacte le niveau de l'emploi au sein de la population communale, renvoyant à nouveau à deux situations différentes. Là où 43 % de la population argentiéroise est comptabilisée comme active ayant un emploi, à Livet-et-Gavet, on tombe à 38%. En variant ses activités, la commune argentiéroise augmente et diversifie du même coup l'offre locale d'emplois. Dans le cas de Livet-et-Gavet, dont le dynamisme démographique et économique apparaît faible, le départ d'aluminium n'est pas l'unique responsable. Car cette gorge connaît une histoire industrielle riche et complexe qui s'écrit encore au présent et dont Péchiney n'est pas seul acteur, nous y reviendrons. Ce caractère « pluri-industriel » explique que la commune soit toujours ancrée dans le secteur secondaire malgré la fermeture de l'usine de Rioupéroux. Il renvoie aussi aux impacts des mutations de ce secteur : destructions d'emplois liées au progrès techniques et effets de la réorganisation de la production industrielle à l'échelle mondiale.

La comparaison du statut des actifs ayant un emploi sur ces deux communes (conf. annexe 3) permet d'affiner ces profils. A l'Argentière-La Bessée, on retrouve une certaine diversité avec 84% de salariés et 16% de travailleurs non salariés (TNS), autrement dit des travailleurs indépendants, commerçants, artisans etc. A Livet-et-Gavet, la « spécialisation » de l'économie se précise avec 94% de salariés et 6% de TNS. Quant au lieu où s'exerce l'activité, plus de la moitié des habitants comptabilisés comme « actifs de plus de 15 ans ayant un emploi » travaillent au sein du territoire argentiérois contre un peu moins de 30% dans le cas de Livet-et-Gavet. Notons que ces chiffres sur le statut des actifs et leur lieu de travail sont à chaque fois du même ordre que les données départementales. L'impulsion des territoires entourant les deux communes jouerait sur la structuration de leur population active. Leur réorganisation économique et sociale s'inscrit donc dans des dynamiques plus large. On constate également que l'activité économique à l'Argentière-La Bessée produit pratiquement autant de postes salariés que la commune compte d'actifs ayant un emploi. Cette équivalence favorise elle aussi la part importante d'habitants travaillant sur le territoire de la commune. Les entreprises locales apparaissent ici en capacité de capter la population active argentiéroise ainsi que celles venant d'autres communes. A l'inverse, Livet-et-Gavet concentre sur son territoire deux fois moins de postes salariés qu'elle ne compte d'habitants actifs ayant un emploi. Elle propose donc peu d'emplois salariés et voit plus des deux tiers de sa population active émigrer quotidiennement pour aller travailler. A deux modèles d'activités économiques semblent se superposer deux modèles de démographie économique liés tant à la situation locale qu'à des dynamiques plus large.

Les outils statistiques sollicités pour cette photographie quelque peu grossière de l'année 2009 permettent également d'approcher dans le temps, de 1968 à 2009, les processus à l'origine de la différenciation de ces deux territoires. Il s'agit de mettre en rapport l'impact du départ de l'usine avec la disjonction observée aujourd'hui entre les trajectoires des deux communes. En terme d'évolutions démographiques (conf. annexe 4), elles ont déjà des dynamiques différentes alors que les usines sont toujours en activité. De 1968 aux années 1980, l'Argentière-La Bessée est en situation de croissance démographique alors que Livet-et-Gavet connaît déjà une chute de ces effectifs. En détaillant les variations annuelles moyennes, on constate que les soldes naturels oscillent pourtant, dans les deux cas, entre + 0,4% et + 0,9% sur les quatre décennies. Avec un nombre de naissances plus élevé que le nombre de décès, la natalité joue donc en faveur d'un accroissement de la population sur les deux territoires. Par contre, si dans le cas argentiérois le solde apparent des entrées et sorties est lui aussi positif, il est négatif dans le cas de Livet-et-Gavet, et ce dès 1968. Autrement dit, c'est l'émigration qui tire les statistiques de cette commune vers le bas. Ce phénomène est d'autant plus fort qu'il annihile tout effet du solde naturel.

Le deuxième élément marquant est l'impact immédiat de l'arrêt de la production d'aluminium, à l'Argentière-La Bessée en 1985, et à Rioupéroux en 1991. Ces fermetures font suite à la restructuration du groupe Pechiney en 1982, elle-même précédée de plusieurs plans sociaux à la fin des années 1970 et au cours de la décennie 1980. Ces vagues de désindustrialisations réduisent par à-coup plus ou moins violent le nombre d'emplois industriels à l'échelle locale. Elles provoquent une émigration de la population active qu'attirait jusqu'alors l'usine. Le système usinier s'effondre, le chômage s'installe et l'avenir devient incertain. Cette hémorragie démographique connaît une ampleur plus importante à l'Argentière-La Bessée, qui voit la variation annuelle moyenne de sa population passer de + 0,4 % entre 1975 et 1982 à -1,6% entre 1982 et 1990, soit un recul de deux points. A Livet-et-Gavet, ce recul n'est que d'un point. Le dépeuplement continu que connaît la commune sur la période 1968-2009 atténuerait l'à-coup de la fin des années 1980.

En s'intéressant à l'évolution du nombre de résidences principales pour la même période, une nouvelle tendance apparaît et confirme sur le temps long l'attractivité du territoire argentiérois face au déclin de Livet-et-Gavet. (conf. annexe 5). Comme pour les effectifs de population, le nombre de résidences principales est approximativement le même sur les deux communes en 1968. Les années suivantes, ce nombre est en constante progression à l'Argentière-La Bessée, si on met de côté la décennie 1980. L'accroissement semble même s'accélérer à partir des années 1990. A Livet-et-Gavet, la situation est inverse. Le nombre de résidences principales décroît depuis 1968 avec un à-coup sur la décennie 1980.

L'approche chronologique confirme le phénomène de diversification progressive de ces deux communes. Mais elle permet surtout de détailler ce processus sur un temps plus long : si la désindustrialisation a un impact désastreux sur la société locale, le départ de l'aluminium ne serait être le seul facteur de la disjonction observée. Car celle-ci est déjà à l'oeuvre dix ans avant les fermetures de l'Argentière et de Rioupéroux. Les dynamiques actuelles apparaissent plutôt comme le fruit de processus plus longs, ancrés dans le territoire.

II. L'Argentière-La Bessée, une reconversion par le tourisme et la mémoire:

Certains effets particularisants, ou territorialisés, à l'origine des restructurations spécifiques de ces sociétés depuis 30 ans sont lisibles dans leurs évolutions foncières, et en premier lieu dans leurs rapports à la destruction du complexe productif.

Dans le cas argentiérois, on constate une désindustrialisation brutale faisant fortement varier le effectifs de la population, désindustrialisation suivie d'une reconversion dont le dynamisme démographique et foncier surprend. Plusieurs mécanismes concourent à ce renouveau après une période d'incertitudes. La fermeture de l'usine a lieu en 1986. Une partie des bâtiments Pechiney

sont rasés. Le centre-ville n'est plus qu'un terrain vague peuplé de bâtisses vides, symbole de la crise profonde que vit la société argentiéroise. Un plan de plusieurs dizaines de millions de francs est proposé par le groupe industriel et les pouvoirs publics pour compenser le départ de l'aluminium. Il inclut notamment l'installation des Aciéries de Provence dès 1986. Mais la dynamique n'y a pas et le plan s'avère voué à l'échec (les Aciéries fermeront quant à elles en 2013). L'Argentières-La Bessée est de moins en moins ouvrière et industrielle. A la fin des années 1980, la mairie, ayant changé de majorité, décide d'entamer une reconversion globale de la commune. L'objectif est de réorienter l'économie vers une diversification des activités. Elle dispose pour cela de l'ensemble des terrains et des bâtiments usiniers de Péchiney qui lui ont été cédés à un prix symbolique. Entre 1990 et 1995, grâce à ce nouveau capital foncier, elle entreprend le développement d'activités sportives par la construction d'un stade d'eau-vive, la transformation de l'usine de Quartz fondu en centre sportif, et un rapprochement avec le Parc National des Ecrins. L'Argentières-La Bessée se situant au cœur des Alpes, elle a l'avantage d'être un bon point de départ pour les activités sportives estivales. Cette caractéristique facilite sa reconversion dans le tourisme, désormais principal secteur économique de l'arc alpin. Sa position n'est pas qu'un atout touristique, c'est aussi un atout en matière de démographie. Son emplacement stratégique dans un ombilic ensoleillé en a fait depuis longtemps un pôle d'influence entre le bassin briançonnais au nord et le bassin embrunnais au sud. Cet emplacement propice explique que la commune accueille dès le moyen-âge le pouvoir décisionnaire local en la personne du Châtelain. Au pouvoir politique, s'ajoute un certain rayonnement économique au travers du commerce, des foires, et de l'activité minière dont la l'Argentières-La Bessée tire son nom. Antérieur à l'arrivée de l'aluminium, ce caractère attractif apparaît, en l'état des recherches, comme un élément explicatif non négligeable de la prospérité démographique et de la croissance du nombre de résidences principales de la commune sur le temps long. D'où sa capacité au cours de la période industrielle, dans une certaine mesure, à conserver les travailleurs venus de l'extérieur sur son territoire après une fin de contrat ou un départ en retraite. De même, l'accélération de la croissance du nombre de résidences principales à partir des années 1990 montre que la commune a su jouer de ces atouts pour repeupler son territoire après l'hémorragie provoquée par le départ de l'aluminium.

Le projet de reconversion argentiérois ne s'axe pas que sur le sport de montagne. En parallèle de la mise en place de ces infrastructures sportives, la mairie lance des fouilles et des travaux de déblaiement des mines du Fournel fermées à la fin du XIXe. L'Argentières-La Bessée développe cette démarche de valorisation du passé minier local en accord avec les plusieurs ministères faisant du service culturel municipal un Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CCSTI). La commune se dote ainsi d'une ingénierie territoriale travaillant en étroite collaboration avec les

agents de la DRAC¹. Le déploiement de cette ingénierie au regard de la taille du territoire argentiérois démontre l'importance accordée par la mairie à ces travaux et à leur caractère scientifique. Le château Saint-Jean, désormais rénové, accueille le CCSTI ainsi que le Musée des Mines. Un travail important sur la figure de G. Planche, entrepreneur du début du siècle ayant précédé Péchiney, est aussi réalisé. Enfin, le CCSTI élargi son champ de travail à la période de l'aluminium. L'Argentière-La Bessée réalise ici un coup double. D'un côté, elle étoffe son offre touristique par une initiative atypique liée au patrimoine industriel récent. Ce dernier est un élément rarement considéré comme vecteur d'activité économique, mais la commune fait ici le pari de le transformer en argument attractif pour le touriste. D'un autre côté, l'objectif est de recréer une dynamique au sein de la société locale déboussolée et en perte de repères depuis le départ de l'usine. Cette démarche patrimoniale, la commune de l'Argentière-La Bessée ne l'engage pas seule. Elle fait le choix d'intégrer différents réseaux : des réseaux institutionnels (préfecture de Briançon, Archives Départementales des Hautes-Alpes etc) et des réseaux de culture industrielle (les CCSTI ou l'AMCSTI). Ainsi à partir de 1995 et du début des travaux de réaménagement de la commune, des contacts rapprochés avec le Commissariat à l'Aménagement des Alpes du Sud, permettent à l'Argentière -La Bessée de bénéficier de différentes subventions². Cette dynamique d'intégration et de partenariat s'explique notamment par la figure du maire argentiérois. J. Giraud est à la fois un homme politique au brillant parcours dans les hautes sphères de l'Etat, et l'enfant d'une famille de notables de la commune (son père fut maire de 1959 au départ de Péchiney et propriétaire du CEG de l'Argentière). La viabilité économique du projet argentiérois sur le long terme, sa cohérence avec le territoire, sa population et son histoire, et sa volonté d'intégrer des réseaux bénéficient autant de la formation de cet homme que de sa capacité à fédérer.

L'Argentière-La Bessée se donne ainsi les moyens de son réaménagement urbain avec pour fils directeurs la nécessité économique et la nécessité mémorielle. Le cinéma est rénové et réouvre ses portes. Le centre-ville, encore en état de friche industrielle, est entièrement réaménagé. Il comprend notamment un « lotissement de maisons individuelles, à l'image des cités »³. Le réaménagement urbain qui intègre ici l'histoire industrielle de la commune au travers de l'architecture des nouveaux logements, donne cohérence avec le parc d'habitations hérité du passé. Un bâtiment est également rénové à proximité dans le but d'accueillir un CFA des Compagnons du devoir faisant écho aux

1 .En premier lieu, deux postes sont co-financé par la DRAC et la commune : un poste de conservateur du patrimoine et un poste d'archéologue minier. Ils sont ensuite rejoints par d'autres archéologues, une historienne archiviste, des bibliothécaires etc

2 Subventions du Fond d'Investissement pour l'Aménagement du Territoire (FIAT) et du Groupe Interministériel pour la Restructuration des Zones Minières (GIRZOM).

3 Ian Cowburn, *Un siècle de métallurgie à l'Argentière-la-Bessée. 1907-2007*, s.l., fédération historique de Provence, 2008. p. 3

anciens centres de formation Péchiney. De la même manière, l'aménagement de voie de circulation et d'itinéraire thématique est en lien direct avec l'histoire locale. La voie verte, financée par la CCPE intègre la dimension industrielle argentiéroise; alors qu'à l'échelle communale, le "circuit du patrimoine industriel" permet de découvrir le fond de vallée ainsi que l'histoire locale au travers d'anciennes machines et de monuments. Les anciens bâtiments usiniers collés au centre-ville sont quant à eux requalifiés en Zone d'Activités (ZA). Ils accueillent une caserne des pompiers et la Maison technique du département financées par la Communauté de Communes du Pays des Ecrins (CCPE) ; tout en permettant à la grande industrie, l'artisanat et la restauration fine de se côtoyer. Cette diversité économique illustre bien la répartition des postes salariés observée précédemment. Le réaménagement urbain est donc autant guidé par le désir de mémoire que par la reconversion touristique. Il vise à proposer un ensemble de services à la population et aux touristes, l'objectif étant de tirer son épingle du jeu face aux poids lourds que sont les stations d'altitudes, ou encore la ville de Briançon toute proche. Nous l'avons vu, la mairie dispose des biens fonciers obtenus de Péchiney, mais il lui faut encore trouver des entrepreneurs. Ce parc mobilier lui permet de rendre le centre-ville et la ZA des Sablonnières attractifs pour les entreprises par la location-vente de surfaces ou la rénovation d'ateliers. La commune cherche à attirer des entrepreneurs liés au tourisme ainsi qu'au secteur artisanal ou industriel. Elle sollicite particulièrement la population locale mais dit se heurter, au départ, au manque d'esprit entrepreneurial hérité de la politique sociale du groupe aluminier. Le maire explique qu'à l'époque de l'usine, les employés Péchiney bénéficiaient des services de l'entreprise. Ces avantages auraient entraîné une dynamique de prise en charge tant pour les questions concernant l'emploi future des enfants que pour des tâches de la vie courante (réparations, entretien de la maison, nettoyage des rues...). Face à ce constat, la mairie a donc pour projet de faire renaitre l'esprit d'initiative au sein de la société locale. Ce travail passe par un « discours pédagogique » inlassablement répété au cours des 25 dernières années : « il y avait des centaines d'ouvriers dans les mines et un jour, tout a disparu. Et puis... l'Argentière n'est pas morte... et un jour vint l'aluminium. Donc, l'Argentière ne mourra pas parce que l'Aluminium s'en va »⁴. Ce discours renvoie à nouveau au rôle du patrimoine industriel dans le processus d'acceptation du départ de l'aluminium et donc dans le processus de reconversion argentiérois. Aujourd'hui, les avantages économiques et fonciers proposés par la commune, ainsi que le long travail de mémoire entrepris semblent avoir porté leurs fruits. La part importante de TNS en 2009 au sein de la population active de la commune confirme qu'une partie des argentiérois ont fait le choix au cours

4 Extrait d'un entretien avec le maire de l'Argentière-La Bessée, J. Giraud, dans Cécile Combal (dir. Anne-Marie Granet-Abisset), *Cycles de reconversion comparés de deux territoires industriels haut-alpins : L'Argentière-La Bessée et La Roche-de-Rame (1908-2012)*, mémoire de M2, Université Pierre Mendès France, 2012, p.127.

des 25 dernières années de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale participant au renouveau de l'activité locale.

III. Livet-et-Gavet, une commune industrielle souhaitant se verdier:

Dans le cas de Rioupéroux, les recherches sont moins avancées. Les résultats sont donc à mettre au conditionnel. Une première approche urbanistique permet tout de même d'éclairer l'histoire récente de cette commune. En 1991, la fermeture de l'usine entraîne la destruction du complexe productif, défigurant comme à l'Argentière-La Bessée le cœur du lieu. Le terrain, ou rien n'a été reconstruit depuis serait resté en possession de l'entreprise. Pourtant, le caractère encaissé de cette commune montagnarde devrait jouer en faveur de la mobilisation de toute parcelle disponible. Mais cette caractéristique implique aussi l'étalement de la commune en fond de gorges autour de plusieurs hameaux, rendant moins palpable le « trou » laissé par la destruction de l'usine et donc le besoin de reconstruire. Car si l'usine avait une place centrale à Rioupéroux, cette place devient relative à l'échelle de la commune, Livet-et-Gavet comptant d'autres usines d'industrie lourde. De la même manière, au cours de la période industrielle, la structuration au sein d'une "société Péchiney" est effective à Rioupéroux, mais à l'échelle communale, celle de Livet-et-Gavet, elle se trouve diluée.

C'est plus particulièrement la Société Keller et Leleux (SKL) qui concurrence le groupe aluminier. Cette entreprise située au lieu-dit de Livet a autant marqué la commune, si ce n'est plus, que Péchiney. Elle précède le groupe de plus de vingt ans à Livet-et-Gavet ; et elle a, elle aussi, développé une politique sociale paternaliste, dans ce cas autour de la figure de son créateur, Ch.-A. Keller. Sa maison, le Pavillon Keller, bâtisse imposante qui surplombait l'usine a d'ailleurs été classé au « Patrimoine de l'Isère »⁵. SKL est également à l'origine d'une grande partie de l'équipement hydroélectrique de la Romanche avant la nationalisation de 1946, des centrales aux barrages en passant par le réseau de transport de l'électricité. Livet-et-Gavet compte encore aujourd'hui six de ses sept centrales en activités. L'impact de Péchiney semble donc restreint à Rioupéroux alors que l'hydroélectricité et SKL marquent plus largement la commune.

L'impact du départ de l'aluminium, sans en minimiser les conséquences sociales désastreuses, ne représente pas ici une fracture aussi net qu'à l'Argentière-La Bessée. Il n'impliquerait donc pas le même « sursaut ». Les variations annuelles moyennes de la population de Livet-et-Gavet montre une crise démographique étalée sur plusieurs décennies avec une phase aiguë au cours des années 1970 et 1980. Le phénomène de désindustrialisation s'articule ici sur un temps plus long dont le

⁵ Le classement au patrimoine de l'Isère ne garanti pas la protection du monument mais souligne plutôt son intérêt patrimonial.

départ de l'aluminium est une étape importante mais pas unique. Le hameau de Livet, en amont de Rioupérourx a déjà connue une fermeture, celle du fameux site de SKL en 1968. En aval, le site historique de la CUAEM situé au lieu-dit des Clavaux, est toujours en activité aujourd'hui sous le nom de Ferropem, filiale de Ferroaltantica. Il fournit près d'un tiers des emplois salariés à l'échelle communale, soit la quasi totalité de ceux du secteur secondaire. Il donne ainsi son trait industriel à l'économie locale. Le départ de Péchiney s'inscrit donc dans un processus plus général de désindustrialisation de ce territoire. La faible part d'actifs qui travaillent au sein de la population révèle l'impact durable de ces départs. Par à-coup, Livet-et-Gavet perd les emplois industriels nécessaire au dynamisme de sa démographie tout en dépendant toujours principalement de ce secteur d'activité.

Cette situation complexifie toute réorientation économique. Il n'y a pas de moment symbolisant la fin d'un cycle et donc la possibilité d'en entamer un autre, tant collectivement qu'individuellement. Le faible nombre de TNS en 2009 semble indiquer qu'encore aujourd'hui, les comportements hérités de la période Péchiney ne sont pas dépassés et impactent sur l'esprit entrepreneurial des habitants. Sans rupture, les multiples crises que connaît ce territoire se meuvent en mutisme. Le travail de mémoire trouve difficilement sa place dans ce contexte ⁶.

Pourtant, l'occupation de ce territoire encaissé en fond de gorges apparaît directement lié à son potentiel hydroélectrique et donc à ces capacités industrielles. Livet-et-Gavet est né sur les hauteurs, comme de nombreuses communes alpines. Elle se structure au départ autour de l'axe de circulation romanchais qui relie Grenoble à la plaine de l'Oisans, un « entre-deux » ou lieu de passage. Son centre de gravité commence à se déporter au creux des gorges avec l'arrivée d'une papeterie au XIXe. L'arrivée des grandes usines au XXe entérine ce glissement. Face à la plaine ensoleillée de l'Oisans qui la surplombe et la ville de Vizille en aval, Livet-et-Gavet devient un pôle à vocation industrielle. Il est dès lors difficile de maintenir sur place la population ouvrière en période de désindustrialisation. Les courbes de population et celle des résidences principales se retrouvant tirées vers le bas. Précisons qu'à l'heure actuelle, il semble que la tendance se stabilise, voire reparte à la hausse. Le prix du foncier ayant baissé, la commune gagnerait en résidences principales. Mais cette dynamique n'implique pas pour le moment de renouveau de l'activité. L'émigration journalière liée au peu d'emplois que compte la commune place plutôt Livet-et-Gavet en situation de « commune dortoir » dont l'identité industrielle de ces habitants est de moins en moins marquée. Face à ce déclin continu, plusieurs projets de réaménagement urbain sont évoqués à partir des années 1990 pour redonner de l'attractivité à la commune. Dans le cadre du projet « Romanche-

⁶ La comparaison de ces deux territoires sous l'angle mémoriel est détaillée dans un autre article à paraître : "Le bâti comme identité, entre mémoire et oubli: comparaison de deux anciennes sociétés usinières Péchiney."

Gavet » visant à moderniser les 6 centrales hydroélectriques, EDF propose deux scénarios différents : la réhabilitation des centrales existantes ou bien leurs remplacements par un nouvel aménagement en grande partie souterrain. Le coût de la réhabilitation des six centrales étant du même ordre que le coût de construction d'un nouvel et unique équipement, EDF, en accord avec la commune, choisie cette dernière option. Le groupe confie à un cabinet d'architectes et d'urbanistes, l'Espace Gaïa, le travail d'enquête auprès de la population et l'évaluation des perspectives de développement territorial. « Un scénario principal tenant compte des impératifs et des engagements d'EDF vis-à-vis de l'État ainsi que des principales attentes du territoire a été élaboré (...). Il privilégie la requalification naturelle des sites, inscrivant la vallée de la Romanche comme une porte d'entrée naturelle au massif de l'Oisans. Il préconise notamment l'effacement des friches industrielles trop visibles pour redonner le caractère naturel montagnard à la vallée, la valorisation des richesses des espaces naturels existants et la préservation des patrimoines essentiels de la vallée. »⁷. Le patrimoine hydroélectrique n'est pas considéré ici comme la meilleure trame pour le réaménagement de la commune et son activité économique future. Le côté nature est privilégié, rapprochant Livet-et-Gavet du profil des autres communes de l'Oisans. La commune serait la « porte d'entrée naturelle au massif », à la marge donc, relayer à nouveau à son rôle d'axe de circulation.

Autre élément de questionnement, l'impact économique sur le territoire qui paraît dans ce cas assez limité et offrant peu d'alternative au déclin industriel de la commune. Les acteurs sociaux de la vallée ont réussi à obtenir d'EDF qu'il exige de la part des entreprises avec lesquelles il travaille qu'elles embauchent 5% du personnel en insertion sociale. Mais de manière plus globale, EDF explique que « les entreprises bénéficieront en partie de l'investissement et des retombées quotidiennes d'un chantier mobilisant plus de 200 personnes au plus fort de l'activité pendant 5 à 6 ans. ». Ces retombées, si elles ne sont pas négligeable aujourd'hui ne porteront réellement que sur quelques années. Au vue des sommes vertigineuses que représente ce projet, la question des perspectives offertes dans ce cadre à la commune de Livet-et-Gavet et à ses habitants sur le long terme reste posée.

Après des décennies d'histoire commune, c'est la fin des territoires de l'aluminium. Chaque société doit se reconstruire, retrouver un sens à son existence, une cohérence à son activité. Chacune choisie ou subie son entrée dans un nouveau système qui lui est propre, particulier à son histoire et à son territoire sans pour autant être déconnecté des dynamiques plus globales. La désindustrialisation

7 Dossier de presse d'EDF, *Nouvel aménagement hydroélectrique Romanche Gavet*, mai 2013, p. 24

en elle même n'apparaît pas comme un véritable facteur explicatif de la diversification du parcours de ces deux anciens territoires Pétichiney, mais plutôt comme un facteur déclenchant, cristallisant, révélateur de phénomènes latents inscrit dans la longue durée et dans le territoire. Les pistes explicatives de ces changements (qui en sont aussi les symptômes) apparaissent plutôt au regard du rôle des élites locales et du rapport de la société usinière à sa propre identité industrielle, à sa mémoire. De même, la forme que revêt la désindustrialisation à l'échelle locale, brutale ou plus diffuse ; l'emplacement géographique, ses atouts ou ses contraintes, et la capacité d'ouverture du territoire, notamment en terme de réseaux, orientent autant qu'ils caractérisent les sociétés locales dans leurs parcours multiples mais toujours territorialisés.